



RAPPORT DE SITUATION : DÉTÉRIORATION DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DANS CERTAINES PARTIES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Nairobi, Kenya – 1er septembre 2024 - Le Forum des rédacteurs africains (TAEF) a suivi les événements dans trois pays du Sahel et a observé une résurgence et une intensification inquiétantes de la répression des médias dans ces pays.

À cette occasion, nous exhortons les autorités militaires du Burkina Faso à libérer et à permettre aux médias d'opérer et à assurer la sécurité de tous les journalistes dans ce pays.

Les autorités militaires de ces pays – le Burkina Faso, le Niger et le Mali – ont effectivement fermé l'espace médiatique, étouffé la liberté d'expression et la liberté de la presse, et sont devenues de plus en plus hostiles aux journalistes.

Le 7 juillet, ces pays ont annoncé à Niamey la création de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES), marquant une étape importante vers l'établissement d'un bloc économique-militaire et l'éloignement des pays régionaux et occidentaux à la suite d'une série de coups d'État.

Le 16 septembre 2023, ils ont signé la Charte du Liptako-Gourma, établissant l'Alliance des États du Sahel (AES). La région du Liptako-Gourma, située aux frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger, est l'épicentre de la crise sécuritaire dans la région du Sahel, qui a débuté en 2012. Les frontières du Burkina Faso, du Niger et du Mali convergent et c'est là que plusieurs groupes armés sont actifs.

Il est donc devenu courant que les reporters couvrant les manifestations dans ces pays soient menacés ou soumis à des violences.

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger avaient annoncé leur retrait de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à la suite de la création de l'AES, et en réponse à la suspension par la CEDEAO de ces trois pays après leurs prises de contrôle militaires respectives, intervenues en août 2021 au Mali, en septembre 2022 au Burkina Faso et en juillet 2023 au Niger.

Le retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la CEDEAO est un développement important qui reflète les défis sécuritaires, économiques et politiques continus auxquels l'Afrique de l'Ouest est confrontée. Alors que ces pays cherchent à redéfinir leurs relations régionales et à relever leurs propres défis nationaux, la détérioration de l'environnement politique et sécuritaire a entraîné une pression accrue sur les journalistes et l'autocensure, aggravant l'environnement du journalisme et l'accès à des médias pluriels, obligeant les organes de presse craignant pour leur sécurité à recourir à la publication de nouvelles et d'informations favorables aux chefs militaires. une atmosphère qui a progressivement éclipsé les reportages critiques.

Focus sur le Burkina Faso

Suite au coup d'Etat du capitaine Ibrahim Traoré le 30 septembre 2022 il a promis que les territoires contrôlés par les groupes terroristes seraient libérés en quelques mois, une courte transition (fin juillet 2024) et l'organisation d'élections, pour lutter contre la corruption, reconstruire l'Etat, reconstruire et renforcer la démocratie, les libertés et les droits de l'homme - il a par la suite gagné le soutien sans réserve de nombreux citoyens.

Depuis, les loyalistes de la junte, soutenus par l'État, ont organisé une campagne de diffamation et de terreur contre les journalistes burkinabés critiques à l'égard de la junte.

Forcer les médias au silence

Le Burkina Faso compte plus de 80 journaux, 30 chaînes de télévision et plus de 100 sites d'information et une culture renommée du journalisme d'investigation.

Sous la direction du président Traoré, une campagne nationale agressive visant à réduire au silence le journalisme critique et la liberté d'expression, ainsi que des enlèvements de journalistes et de défenseurs des droits humains, ont été signalés. Les journalistes ont été divisés en deux groupes : les « patriotes », ceux qui soutiennent les autorités et en rendent compte favorablement, et les « ennemis de l'État », ceux qui critiquent le gouvernement.

Entre fin juin et août 2024, quatre journalistes/chroniqueurs ont disparu, enlevés par des personnes cagoulées se présentant comme des agents des services de renseignement burkinabè. Il s'agit de : Kalifara Séré de la télévision privée BF1, disparue depuis le 19 juin 2024 ; Serge Atiana Oulon, journaliste et directeur de publication du journal L'Evènement, enlevé à son domicile le 24 juin vers 5 heures du matin. Adama Bayala, également de la BF1, enlevé le 28 juin et Alain Traoré de Radio Omega, enlevé le samedi 13 juillet 2024.

Plusieurs défenseurs des droits humains et responsables politiques ont également été enlevés. Jusqu'à présent, ni leurs familles ni leurs collègues ne savent où ils se trouvent.

À la suite de ces enlèvements, la plupart des journalistes ont dû cesser d'écrire et de publier, d'autres ont également été contraints à l'exil.

Les journalistes qui sont restés dans le pays sont régulièrement menacés, harcelés et intimidés. Lamine Traoré, du média privé Radio Omega, et Ahmed Newton Barry, ancien rédacteur en chef du journal privé L'Événement, ont reçu des menaces de mort de la part de sympathisants du gouvernement.

Le Centre de presse Norbert Zongo, pilier de la défense de la liberté d'expression et de la sécurité des journalistes dans le pays, a également été durement touché par la répression des militaires au pouvoir. Son coordinateur Abdoulaye Diallo et les membres du conseil d'administration, Boureima Ouédraogo, Inoussa Ouédraogo ont été contraints à l'exil après avoir reçu des menaces de mort.

Les manifestants menacent aussi régulièrement les journalistes, souvent sur leur lieu de travail. En juillet, ils ont organisé un sit-in devant la chaîne de télévision privée BF1 pour exiger un changement de sa politique éditoriale. De telles formes de pression ont contraint plusieurs organisations médiatiques à suspendre leurs programmes.

Le Conseil supérieur de la communication (CSC) a adopté des réformes qui permettent aux militaires, par l'intermédiaire du Président, de nommer directement le chef de cette institution chargée de réguler les médias. Depuis, plusieurs médias internationaux ont été fermés au Burkina Faso (BBC, VOA, RFI, TV5, Deutsche Welle, Radio Vatican, Le Monde, Libération, etc.). Les médias locaux tels que Radio Omega et L'Évènement ont également été suspendus.

L'Évènement et le groupe Savane Médias ont été fermés suite à une condamnation à verser plusieurs millions de francs CFA à l'administration fiscale. D'autres médias ont fait l'objet d'ajustements fiscaux. Pendant ce temps, l'État, principal créancier des médias, refuse de payer les factures des médias. De même, la subvention accordée à la presse privée (400 millions de fcfa) a été divisée par deux cette année à 200 millions, sans explication.

Les organisations médiatiques professionnelles ont été contraintes de ne faire que le strict minimum, de publier des déclarations.

TAEF appelle les autorités burkinabè à respecter les droits et libertés de tous les citoyens, en particulier les droits des journalistes garantis par les chartes universelles de la liberté de la presse. TAEF appelle en outre les autorités militaires à libérer tous les journalistes qui ont été enlevés et dont les droits ont été bafoués, à faire l'objet d'une enquête approfondie et impartiale et, une fois établis, à traduire en justice les auteurs présumés afin que justice soit rendue aux journalistes.

Nous appelons également les autorités militaires à lever toutes les suspensions, à permettre à toutes les organisations de médias d'opérer librement et à protéger les journalistes de leurs partisans et de tous les autres groupes et individus qui pourraient chercher à nuire à tout journaliste dans l'exercice de leurs fonctions.

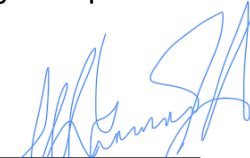
Note aux rédacteurs :

À propos de TAEF : TAEF est la guilde des rédacteurs en chef du continent qui représente les rédacteurs en chef et les journalistes chevronnés, dont l'objectif principal est de défendre la liberté des médias et d'être la principale voix de la défense des médias.

Contact :

Emang Mutapati – Secrétaire général. Courriel : emangb@thevoicebw.com

Signé:



Churchill Otieno,
président